

La guerre que nous nous livrons

■ Les idéologies des partis extrémistes gagnent du terrain. Appelons-en aux passions de la raison, seules capables de contrer le mouvement politique démagogique qui nous attaque de front.

De la récente actualité européenne, d'aucuns pointent le macabre bilan. Le pessimisme européen des uns a déclaré la guerre à l'optimisme des autres, si bien que chaque victoire est à Pyrrhus ce que le prétendu désordre économique et philosophique du continent est à l'Europe. Le populisme a le vent en poupe et impose progressivement sa dictature. Aux passions, il substitue ses fidèles soldats : la haine, la colère et la peur.

Les polémiques qui ont récemment animé le Parlement matérialisent ce défaitisme européen. Des simulacres de débats ont remplacé les dialogues démocratiques et amplifié l'essoufflement progressif des valeurs qui nous ont jadis rassemblés. Dans cette lutte pour la réanimation de l'idéal européen, ce n'est pas la puissance de la "déseurope" qu'il faut craindre, mais celle de l'Europe des Nations: une Europe hypocrite qui manipule l'acquis communautaire, en tire le profit sans crier gare et en souligne les maux sans aucune mesure.

Il n'est pas question d'un état de droit en Belgique, en France, en Hongrie ou en Pologne. La réalité juridique, sociale et économique est autre: elle est européenne. Il y aura un état de droit européen, ou pas d'état de droit. S'attaquer au projet de loi relatif à la confiscation des biens des réfugiés au Danemark, c'est défendre l'humanité et la solidarité européennes. En autorisant des forces de police à déposséder

un réfugié, selon que ses biens sont jugés personnels ou non, nous laissons l'égoïsme prendre le pas sur notre humanité, l'état policier prendre le pas sur nos libertés. En ne protestant pas contre les législations brisant notre solidarité, nous pénétrons le cercle vicieux de la violence interétatique, celle qui caractérisait l'Europe aux temps de Bismarck, Europe dont nous déplorons toujours le destin. L'éthique de la réciprocité n'est pas un mouvement à sens unique; une spirale identitaire ne peut avoir pour effet que d'en engendrer d'autres. En quoi consisteront les nouvelles ripostes législatives?

Ce n'est pas une réflexion sur la loi danoise qui s'impose, mais une réflexion sur la dynamique globale dans laquelle elle s'inscrit: celle du repli identitaire des Etats européens. Delors n'avait-il pas raison quand il suggérait de mettre chaque Etat devant ses responsabilités historiques de manière à avancer avec ceux qui décident de forger un cours vertueux à l'Histoire? Que ceux qui veulent pratiquer l'opportunisme à courte vue continuent de crapahuter dans la mare sordide des calculs misérabilistes.

D'année en année, l'Union européenne ne grandit pas, parce que nous la laissons vieillir. Qu'il est donc vieux, ce conflit au terme duquel 60 millions d'hommes trouvèrent la mort! Qu'ils sont donc vieux, ces nationalismes meurtriers, dont les essences ont à jamais quitté le cœur de l'Europe! Les jours se suivent et se ressemblent: la dialectique du bouc émissaire n'a pas disparu. Il faut trouver le responsable des maux nouveaux

qui nous accablent, dans la personne des plus démunis : qu'il est aisé d'abattre celui qui gît déjà au sol.

A l'indigence de la mémoire sélective, opposons celle de l'Histoire. Notre ère postmoderne, ses progrès et son rationalisme, n'ont pas mis fin à la barbarie humaine ad vitam aeternam, bien au contraire. Dans la plus grande impunité, les idéologies des partis extrémistes font leur retour sur la scène politique et gagnent du terrain, à l'inverse des idéologies fédéralistes et unificatrices, dont les discours ne convainquent plus. Face à ce constat, appelons-en aux passions de la raison, seules capables de contrer le mouvement politique démagogique qui nous attaque de front. A 21 ans, je crois plus que jamais, comme le dit Louis Michel, que l'Union des citoyens européens reste la plus belle idée politique du 20^e siècle. La démocratie européenne n'est pas dualiste: il n'y a pas, d'une part, des nations et, d'autre part, une entité tierce "dont on ne peut prononcer le nom". La réalité européenne, c'est 508 millions de citoyens. Si nous laissons perdurer les crises identitaires, l'enchaînement diabolique du repli sur soi ne prendra fin qu'à son degré le plus extrême: l'homme dans sa plus singulière acceptation. Est-il possible de sortir victorieux d'une guerre que l'on entame contre soi-même?

**ALEXIA
DUQUESNE**
Etudiante en droit
(ULg).